



## CR CTSD 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degré 7 novembre 2022 : bilan de la rentrée 2022

présents : DASEN BREVET, DASEN-A DINELLI, SG SANCHEZ, IEN GENNERIE, Mme PRABONNE,

Début 9h30

### Déclarations préalables des OS :

**FSU** : rappel des revendications salariales. Idem pour les LP. 15,8 % d'écart entre les salaires homme femme. Depuis le 4 novembre les femmes travaillent gratuitement. Réforme rétrograde des retraites. 2 listes complémentaires et 23 contractuels pour le premier degré, c'est disproportionné pour la FSU. Pourquoi des classes de collèges, recrées en juin n'ont pas les 29 heures réglementaires ? C'est le dernier CTSD, nous revendiquons le paritarisme.

**UNSA** : Réapprendre le vivre ensemble dans un climat serein, au nom des valeurs républicaines auxquelles l'UNSA est attachée. Crise d'attractivité. Revalorisation salariale nécessaire. Et on nous répond « évaluation ». « Ce n'est pas en faisant le cochon qu'on le fait grossir. » Manque de moyens dans le second degré.

**FO** : ! (voir annexe)

### **REVENDEICATIONS :**

- AESH : un SMIC dès 24h d'accompagnement. UN vrai statut, un vrai salaire, abandon des PIAL
- Dans les Landes, 25 écoles à plus de 25 élèves par classe, dont 4 avec une ULIS : nous revendiquons aucune école à plus de 25 élèves par classe !
- Recrutement de médecins de prévention.

**DASEN** : pas de réponse puisque les revendications relèvent pour l'essentiel nationale ou réponses seront apportées durant le CTSD.

Des réunions avec les OS sont prévues après les élections des CSA.

Approbation des PV des CTSD précédents.

### Premier degré :

Baisse des effectifs se poursuit.

IEN Tyrosse -91 élèves (côte monte terre baisse)

TPS en baisse : (reconnait qu'il n'y a pas toujours les places en écoles maternelle!) Mais la scolarisation des moins de 3 ans est une priorité.

En maternelle : 17 élèves de plus cette année

en PS 86 élèves de plus par rapport à l'année dernière

en CP 250 élèves de plus que le prévisionnel : flux démographique et instruction dans la famille modifiée : -30 % par rapport à l'an passé (374 à 268 élèves)

privé sous contrat -67 élèves (sur 2500)

privé hors contrat +8 (210 à 218)

ULIS : baisse -27 par rapport à l'an passé

**Note FO : le problème du transport pour rejoindre une ULIS est à prendre en compte**

- 100 % dédoublement CP CE1

- effort pour augmentation des décharges des directeurs d'écoles, création de référents directeurs (missions à caler encore avec les IEN)

- 80 % de GS CP CE1 à 24 élèves par classe

**FO demande école maternelle Barouillet qui accueille UEMA et demande un temps de décharge supplémentaire pérenne.**

IEN-A : Des jours de décharges ponctuels sont accordés

### Second degré :

#### **collège :**

augmentation du nombre de 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> (J Rostrand +8 %, Grenade +7,5%)

Mais : Mermoz -10 % Capbreton -7 %

ULIS +26 élèves

ULIS itinérante Laboueyre (6E) Parentis(5E) fonctionne bien et évite le déplacement des élèves.

Je rassure ceux qui s'inquiétaient et qui voulaient s'inquiéter (FO!) ne sera pas pérennisée : c'est lié au problème de locaux.

ULIS Albret et Montfort sont pleines, donc ouverture prévue au sud de Dax.

1368 HSE dans les collèges qui ont des ULIS

SEGPA si PPRE en 1<sup>er</sup> degré et évaluations et tests. Points seront réalisés en décembre. Adaptations pédagogiques possibles en 6<sup>e</sup>

**FO : Rion des Landes des élèves qui pourraient aller en SEGPA à Saint Paul les Dax, mais problème de transport.**

Faire la remontée au Conseil départemental

FSU : situations ULIS tendues à Jean Moulin, Tartas, Lubet Barbon. Droit de réponse des collègues après l'article dans Sud Ouest : où en est-on de la révision de la carte scolaire ? Quel est le collègue supplémentaire dont vous parlez ? A Jean Moulin, l'ingérence de la directrice adjointe qui a repris la direction du PIAL est problématique. Communication impossible : AESH menacées et veulent se mettre collectivement en arrêt. Arbitrage nécessaire de la DSDEN.

DASEN : quel pourrait être l'intérêt d'un classement REP ? Quel parent préférera mettre son enfant en REP ? On a quand même donné 20 HSA supplémentaires.

Effectivement en juin je dote les CLG à 25 h, parce que ça permet plus d'ouverture, et ça assouplit le taux d'encadrement. L'année d'après ils seront dotés à 29 h.

#### **2nd générale et techno :**

Saint Vincent de Tyrosse : projet (PPI) : réhabilitation d'une partie des locaux d'un lycée pro à Capbreton pour un lycée d'enseignement général MAIS moins d'élèves que prévus.

Parentis et Duruy -22 élèves mais Borda élèves en plus.

Saint Paul lès Dax et Haroun Tazief redeviennent attractifs.

#### **1ere :**

Pour Borda soit augmentation des capacités ou nouvelle filière Sciences et techniques de Laboratoire (peut-être à Duruy).

FSU : à 30 on respire mais à 34/35 comme à Despiau, ça devient compliqué si on a des DGH rendant impossible des dédoublements ou en en faisant que sur certaines spécialités ce qui crée des tensions entre les collègues. Les collègues sont inquiets des prochaines DGH.

DASEN : à quoi ça sert les options en seconde ? L'attractivité n'est pas sûre. Il y a plus de secondes à Despiau qu'à Duruy alors que direction ne finance plus les options.

**FO** puisqu'il faut pour les enseignants faire valoir leur « option » pour remplir leur spécialité correspondante en première, peut on avoir des HSE pour ce temps de promotion ?

DASEN : non bien sûr. Mais on a donné une dotation complémentaire de 200 HSE aux LGT, qui restent à la disposition de l'autonomie des établissements (CdE et CA).

1ere intervention de l'UNSA : la reforme de la 2nd générale, on se la prend maintenant.

Sud du secteur du Collège d'Amou élèves pourraient à nouveau être accueillis à Orthez

**LP :**

-53 de constat à constat, par rapport au prévisionnel : +18 élèves 3<sup>e</sup> prepa métier

**FO** : SEP Parentis et LP Tarnos augmentation des élèves de 2ndes BCP (respectivement +12 et +11) y a-t-il eu plus d'heures sur la DGH ? Tarnos : dotation supplémentaire en juin après les affectations, Parentis : pas de demande donc non...

CAP baisse en 1<sup>ère</sup> mais augmentation en 2nde

ULIS pro : Morcenx chiffres FO 6 pour DSDEN 3, Parentis 5 pour 3 Tazieff 9 pour 8, nous n'avons pas les mêmes chiffres (-7 élèves sur 3 EPLE !) ... Nous allons vérifier avec l'IEN référent.

Questions diverses

**FO** : Courage aux agents de la DSDEN où le chauffage n'a pas été allumé !

**Vœu de FO  
POUR FO, FSU, UNSA**

Voir en annexes la déclaration de la FNEC FP-FO et le vœu voté à l'initiative de FO



**Fédération Nationale de l'Éducation,  
de la Culture et de la Formation Professionnelle  
*FORCE OUVRIÈRE*  
des Landes**

Maison des syndicats  
97 place de la Caserne Bosquet  
BP 217  
40000 Mont-de-Marsan  
*fnecfp.fo40@free.fr*

**Comité Technique Spécial Départemental des Landes**

**Lundi 7 novembre 2022**

**DÉCLARATION PRÉALABLE DE LA FNEC FP-FO 40**

Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

le 18 octobre dernier, près de 1000 professeurs de lycées professionnels et personnels des LP ont manifesté à Bordeaux à l'appel d'une large intersyndicale, dont le SNETAA-FO, pour le retrait du projet Macron sur les lycées professionnels.

Projet de contre-réforme de la voie professionnelle, épée de Damoclès tombée des hautes mains du gouvernement pour asséner le coup de grâce aux PLP. Ni le décret de juin dernier permettant aux PLP d'enseigner en lycée général ou en collège, ni le placement du lycée pro sous la double tutelle du Ministère de l'Éducation nationale et du Ministère du Travail n'étaient anodins.

Aussi, si nous sommes révoltés par les annonces qui prédisent de sombres heures à nos LP - lesquels passeront bientôt sous le joug de l'entreprise - qui est toutefois surpris ?!

En effet, les changements à venir ne sont que l'aboutissement d'un cheminement politique dont nous avons su deviner les inquiétants projets. Comme l'apprentissage et les risques qu'il représente pour nos jeunes et pour la perpétuation de nos formations professionnelles sous statut scolaire, dans une école laïque, républicaine, soucieuse de former de futurs citoyens, non une main-d'œuvre adaptée aux besoins locaux.

Non, on ne se résignera pas à voir la machine apprentissage sarcler nos boutures de citoyens.

La mobilisation du 18 octobre n'était qu'une introduction à la colère des PLP alors même que le ministère continue d'avancer sur son projet de réforme. Il a d'ailleurs installé le 21 octobre dernier 4 groupes de travail dont les thèmes sont très contestables, ou du moins très orientés pour justifier la réforme voulue par le Président Macron.

Le SNETAA-FO refuse de participer à ces GT, car il s'agit d'un simulacre de dialogue social, l'essentiel de la réforme ayant déjà été décidé par le Ministère. Non, il n'y a rien à négocier avant que ce projet ne soit retiré !

C'est pourquoi l'intersyndicale nationale de la Voie Pro a décidé d'une nouvelle journée de mobilisation le jeudi 17 novembre prochain.

C'est pourquoi le SNETAA-FO, premier syndicat de l'Enseignement Pro, a aussi décidé de proposer aux collègues une mobilisation le samedi 19 novembre à Paris devant le ministère.

C'est pourquoi le seul mot d'ordre de ces mobilisations est le retrait pur et simple de cette contre-réforme qui nuit au lycée professionnel parce que prévaut cette doxa libérale d'une entreprise plus à même de former nos jeunes que l'École.

Ces mobilisations s'annoncent déjà très importantes : non seulement tous les enseignants des L.P. sont appelés à descendre dans la rue, mais également tous les autres personnels de l'E.N., les parents d'élèves et tous les citoyens attachés à cet « acquis-conquis » issu du CNR suite à la grève générale qu'est l'enseignement professionnel dispensé par des établissements d'enseignement publics. C'est aussi le sens du vœu que nous soumettons au CTSD de ce jour.

A Bordeaux, les manifestants du 18 octobre ont rejoint les 7000 salariés à l'appel des UD FO, CGT, FSU, Solidaires... pour l'augmentation des salaires et pour le respect du droit de grève, et en particulier contre la réquisition décidée à la raffinerie de Feyzin dénoncée par la confédération Force Ouvrière. Les manifestants landais étaient au nombre de 500 dans les rues de Dax.

Contrairement à la communication mensongère qui en est faite, les salaires des enseignants n'ont jamais été aussi faibles dans un contexte d'inflation très forte. Avec 3.5% d'augmentation du point d'indice alors qu'on annonce 10% d'inflation pour décembre, les agents de la fonction publique vont subir une baisse de leur pouvoir d'achat inacceptable. Du reste, ces 3,5 % n'étaient rien de plus qu'un moyen pour l'État employeur d'échapper au paiement des indemnités différentielles pour les premiers niveaux des grilles des catégories B et C des agents de la Fonction Publique, qui se seraient retrouvés sans cela en dessous du SMIC, ce qui est illégal. Le même problème va donc très vite se reposer, car la smicardisation des grilles salariales de la FP impose ce bricolage permanent, en lieu et place d'une vraie politique salariale de lutte contre la vie chère.

A cet égard, les dernières déclarations de M. Ndiaye sont une véritable provocation et témoignent du mépris total dont le ministère fait preuve vis-à-vis de ses agents. Le Ministre a dit être frappé par le niveau de violence pendant la pause méridienne dans les écoles. Ainsi pour gagner plus, il voudrait confier aux professeurs de "nouvelles missions" dans le cadre du nouveau pacte enseignant. M. Ndiaye ajoute qu' « Il faut agir y compris dans le cadre des nouvelles missions que l'on va confier aux professeurs ».

Cette proposition est totalement inacceptable, ainsi les professeurs des écoles ne pourraient même plus de se reposer, corriger ou préparer les cahiers ou leur classe pour l'après-midi, recevoir des parents, participer à des réunions et tout simplement... déjeuner. Travailler plus pour perdre moins, tel pourrait-être le slogan du Ministre.

De la même façon, l'annonce de l'augmentation du salaire des AESH de 10 % en... septembre 2023 est une provocation. Certains, en tout cas pas **FO**, vont déclarer que c'est mieux que rien... c'est une évidence !

Mais ces 10% d'augmentation prévus en septembre 2023, soit dans 10 mois, que pèseront-ils face à une inflation qui s'approchera des 20 % ? !!! En fait, c'est une baisse du pouvoir d'achat qui est annoncée aux AESH ! Inacceptable pour FO !

Cette augmentation en trompe-l'œil ne répond en rien à la revendication des AESH : **100% du SMIC dès 24 heures d'accompagnement par semaine.**

La FNEC FP-FO revendique plus que jamais l'indexation immédiate du point d'indice sur l'inflation et un rattrapage de 25% du traitement des agents de la Fonction Publique.

Venons-en maintenant à la question des postes dans le département :

### Premier degré

La FNEC FP-FO renouvelle la revendication de recrutement de l'intégralité de la liste complémentaire du CRPE 2022 afin de faire face à la situation, et la titularisation des contractuels qui le souhaitent. Alors que la crise de recrutement n'a jamais été aussi importante, que les démissions pleuvent, il est incompréhensible que l'on refuse l'accès au statut à ces lauréats qui veulent enseigner.

Cette année, nous avons encore 29 écoles avec un taux d'encadrement supérieur à 25 élèves /classe, dont 4 écoles comportant une ULIS. La FNEC-FP-FO des Landes rappelle sa revendication en matière de postes : pas une école à plus de 25 élèves par classe et encore moins lorsque des élèves d'ULIS sont à inclure.

Concernant l'inclusion des élèves en situation de handicap, la FNEC FP-FO répète qu'elle n'est pas contre mais elle dénonce le côté systématique et les moyens insuffisants dont disposent les écoles, les enseignants, les AESH et les familles pour faire face à des situations de plus en plus critiques. Notre Fédération revendique la création de postes suffisants en RASED, la création de structures adaptées et l'augmentation du nombre de places dans les structures existantes dépendant de l'ARS (IME, ITEP...). C'est en ce sens que nous déposerons un avis au CDEN de ce jour.

### Second degré

La part des HSA dans la dotation horaire des établissements du second degré est une nouvelle fois très importante : 8,67% dans les LP et SEP, elle a augmenté en collège et reste toujours au-dessus de 10 % en LGT. Pourquoi créer des postes quand on peut rallonger le temps de travail des enseignants ?

La FNEC FP-FO dénonce cette augmentation des HSA qui dégrade les conditions de travail.

La FNEC FP-FO réclame au contraire l'ouverture de postes en nombres suffisants dans le 2nd degré.

Pour faire face à l'inflation et à la perte du pouvoir d'achat des enseignants, c'est une augmentation du point d'indice que nous réclamons et non des HSA "imposées" pour maintenir artificiellement le niveau de vie des enseignants. L'enquête de la DEPP sur le temps de travail des enseignants du second degré confirme suffisamment ce que FO répète depuis des années : les conditions de travail s'alourdisant s'apparentent à de la maltraitance.

La situation n'est pas près de s'arranger puisque le ministre annonce 2000 postes en moins dans l'enseignement à la rentrée 2023.

1 000 dans le premier degré public et 500 dans le second degré public, qui se rajoutent aux 7900 postes supprimés depuis 5 ans.

Aucune création de postes dans les autres corps, alors que l'École manque de tout (personnels administratifs, infirmiers, médecins, assistants sociaux, personnels de direction...).

Le ministre propose d'alourdir encore la charge de travail en supprimant des postes dans tous les services et à tous les niveaux et fait mine de ne pas comprendre le malaise des personnels. La création des RH de proximité n'est pas réputée remplacer la médecine de prévention. La FNEC FP-FO, fidèle à ses revendications, demande le recrutement de médecins de prévention en nombre afin que chaque agent de l'Éducation Nationale puisse bénéficier d'une visite médicale régulière. Il est urgent d'écouter les agents, reconnaître et prendre en compte leurs difficultés, voire leur souffrance, pour améliorer leurs conditions de travail et leur santé. L'employeur a le devoir de protéger ces salariés, or comment le faire sans mise en place d'une véritable médecine de prévention.

Le ministre a beau annoncer la création de 4000 postes d'AESH, il refuse de répondre aux revendications portées depuis des années par les personnels avec la FNEC FP-FO : un vrai statut et un vrai salaire, l'abandon des PIAL. Les postes existant déjà ne sont pas pourvus faute de candidats et d'attractivité.

Toujours plus d'accompagnants pour toujours plus d'élèves en situation de handicap et ce, quel que soit le handicap. C'est ce « systématique » que FO dénonce, car il remet en cause le droit pour tout élève en situation de handicap de bénéficier d'un enseignement adapté à son handicap. Et pour certains de ces élèves, il doit l'être dans une structure médico-sociale, IME, ITEP, IM-Pro...

Comme vous pouvez le constater, c'est encore une année bien difficile qui se profile avec le refus constant de mettre les moyens dans l'enseignement.

Nous vous remercions de votre écoute.

*Isabelle BENQUET  
Nicolas GUYARD,*

*Représentants FNEC FP-FO au CTSD des LANDES*

\*\*\*\*\*



*Vœu CTSD40 du 07/11/2022  
pour le retrait de la réforme Macron des LP  
(issu de l'intersyndicale CGT, FSU, SNETAA-FO, UNSA, SGEN-CFDT, SNALC, SUD-Education, CNT  
Education)*

### **Retrait de la réforme Macron des lycées professionnels**

Les représentants FNEC FP-FO au CTSD des Landes réunis le 07 novembre 2022 dénoncent le projet de réforme structurelle des lycées professionnels qui mettrait en grave danger l'avenir scolaire et professionnel des jeunes et engendrerait des suppressions de postes chez les personnels. L'augmentation de 50 % des PFMP diminuerait d'autant les heures d'enseignement dans l'établissement pour les élèves, ce qui compromettrait gravement leur possibilité de réussir aux examens et de poursuivre leurs études, ce qui incite encore gravement à leur exploitation dans certaines entreprises bénéficiaires de cette main d'œuvre gratuite.

Sous couvert d'autonomie renforcée, des « expérimentations d'établissements » pourraient être menées permettant de ne pas respecter les grilles horaires disciplinaires nationales. Pour nous, chaque élève, peu importe son lieu de vie et de scolarité doit bénéficier des mêmes horaires de cours pour accéder à un même diplôme. Et toutes les disciplines doivent être enseignées car elles jouent toutes un rôle essentiel dans leur formation professionnelle et citoyenne. Le cadre national des grilles horaires doit être maintenu pour garantir des diplômes nationaux assurant une qualification reconnue.

Les fermetures et ouvertures de filières dans les établissements seraient décidées uniquement au prisme des besoins locaux de proximité ce qui, pour nos élèves, réduirait considérablement leur choix de formation. Les enseignant·es seraient quant à eux sommés de se reconverter.

Ce projet de réforme constitue un danger pour l'avenir des élèves et une véritable remise en cause d'un des piliers de l'école Républicaine, l'égalité entre tous les jeunes. Par conséquent, nous soutenons la mobilisation du 17 novembre prochain à l'appel de l'intersyndicale et celle qui est organisée à Paris le 19 novembre prochain à l'appel du syndicat majoritaire de la voie pro, le SNETAA-FO, et demandons le retrait de cette contre-réforme.